



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-58341>

Département(s) de publication : **81, 64, 12**

Annonce n° **25-58341**

Services

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :** CANSSM/FILIERIS

**Correspondant :** M. MARIEL Pascal, Juriste marchés publics

**Adresse :** 77 AV AV DE SEGUR, 75015 PARIS 15

**Coordonnées :**

**Téléphone :** 0145663603

**Poste :**

**Courriel :** service.marches@filieris.fr

**Adresse internet du profil d'acheteur :** <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

### Section 2 - Description du marché

**Objet du marché :** Prestations de gestion et d'exploitation des installations de chauffage, ventilation, climatisation et d'eau chaude sanitaire pour les départements du Tarn, des Pyrénées Atlantiques et de l'Aveyron.

### Section 3 - Caractéristiques du marché

**Caractéristiques principales :** Le présent marché a pour objet des prestations de gestion et d'exploitation des installations de chauffage, ventilation, climatisation et d'eau chaude sanitaire pour les départements du Tarn, des Pyrénées Atlantiques et de l'Aveyron. - Le présent marché concerne onze bâtiments situés géographiquement dans les départements mentionnés ci-avant. Il s'agit d'un marché mixte comprenant principalement une part forfaitaire au titre de la maintenance de type P2 (cf article 1 du CCTP) et accessoirement une part à bons de commande pour des prestations "hors forfait". - L'estimation de la part forfaitaire est de 130 000 € HT (sur 2 ans) et la part à bons de commande est de 6000 € HT (sur 2 ans). En tout état de cause, le montant maximum n'excédera pas 140 000 € HT sur la durée globale du marché. La durée du marché est de deux ans ferme à compter de la date de notification. Il ne sera pas reconductible.

**Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :** Cf C.C.T.P et cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (annexe 1 à l'acte d'engagement).

**Refus des variantes.**

### Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

24 mois à compter de la notification du marché.

## **Section 5 - Conditions relative au marché**

**Cautionnement et garanties exigés :** Cf règlement de la consultation.

**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :** Cf règlement de la consultation.

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services :** Cf règlement de la consultation.

**Unité monétaire utilisée, l'euro.**

**Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.**

## **Section 6 - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat**

**Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

**Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat
- Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Il est accepté d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par le candidat, si celui-ci n'a pas accès à ces certificats ou n'a aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés
- Document prouvant que le candidat dispose d'une autorisation spécifique ou est membre d'une organisation spécifique pour pouvoir fournir, dans leur pays d'origine, le service concerné
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra

à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre

**Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :**

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus

**Commentaire sur les justifications :** Les documents à produire sont ceux joints à la consultation

## **Section 7 - Critères d'attribution**

**Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)**

## **Section 8 - Mode de passation du marché**

**Type de procédure :** procédure adaptée

## **Section 10 - Conditions de délai**

**Date limite de réception des offres :** 23/06/2025 à 12:00

**Délai minimum de validité des offres :** 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

## **Section 11 - Autres renseignements**

**Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :**

MA25SU0012

**Renseignements complémentaires :** PROCEDURE DE RECOURS : Les recours pouvant être exercés sont les référés précontractuels et contractuels tels que prévus aux articles 1441-1 et suivants du Code de procédure civile et selon les articles 2 et 11 de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009. La juridiction territorialement compétente est : Tribunal Judiciaire de Paris Parvis du Tribunal de Paris 29-45 avenue de la Porte de Clichy 75 859 Paris Cedex 17 Adresse internet : <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr/75> Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à : Tribunal Judiciaire de Paris Parvis du Tribunal de Paris 29-45 avenue de la Porte de Clichy 75 859 Paris Cedex 17 Adresse internet : <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr/75> - Visite des lieux : Celle-ci n'est pas obligatoire, cependant le candidat a la faculté de solliciter le correspondant technique pour une visite des lieux dans l'établissement de son choix : M. Boutonnet : tél 06.30.58.01 ([sylvain.boutonnet@filieris.fr](mailto:sylvain.boutonnet@filieris.fr)) - M. Albert : tél 06.32.68.93.84 ([fabrice.albert@filieris.fr](mailto:fabrice.albert@filieris.fr)). NEGOCIATION : A l'issue de l'analyse préliminaire des offres, l'acheteur pourra entreprendre une négociation avec les 3 premiers candidats. Conformément à l'article R2123-5 du CCP, l'acheteur se réserve néanmoins la possibilité d'attribuer le marché public sans négociation, sur la base des offres initiales.

## **Section 12 - Adresses complémentaires**

**Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes de participation doivent être envoyées :**

**Coordonnées :**

**Poste :**

**Conditions de remise des offres ou des candidatures :** Cf règlement de la consultation

## **Section 14 - Informations complémentaires**

---

Date d'envoi du présent avis à la publication : 23/05/2025